

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES EN MATIERE D'AMENAGEMENT DE RIVIERES, CANAUX ET BARRAGES

Groupement de commandes entre le Département du Haut-Rhin
et le Syndicat Mixte du Bassin de l'Ill

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics et notamment l'article 28 relatif aux groupements de commandes ;

Vu la délibération n°..... de la Commission permanente du Conseil départemental du Haut-Rhin en date du 6 juillet 2018

Vu la délibération du Comité syndical du Syndicat Mixte du Bassin de l'Ill en date du 16 mai 2018

Considérant l'intérêt pour le Département du Haut-Rhin et le Syndicat Mixte du Bassin de l'Ill de constituer un groupement de commandes destiné à répondre à des besoins communs,

Considérant l'intérêt pour le Département du Haut-Rhin et le Syndicat Mixte du Bassin de l'Ill de missionner pour chacune des familles d'achat recensées dans la présente convention le même prestataire.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Constitution du groupement de commande

Dans l'objectif d'optimiser les achats publics et de bénéficier ainsi de plus-values financières ou opérationnelles, le Département du Haut-Rhin et le Syndicat Mixte du Bassin de l'Ill ont un intérêt partagé à constituer un groupement de commandes portant sur les familles d'achats expressément identifiées à l'article 2.

A cet effet, il est constitué entre le Département du Haut- Rhin et le Syndicat Mixte du Bassin de l'Ill un groupement de commandes régi par l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement de commandes

Le groupement de commandes est constitué par la présente convention dans les conditions visées par l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics en vue de la passation des marchés portant sur les familles d'achat suivantes :

- travaux de bucheronnage et de plantations le long des berges des rivières, des canaux et des barrages
- travaux de protections de berges des rivières, des canaux et des barrages en techniques végétales
- fourniture et livraison de blocs d'enrochement non gélifs
- prestations de location d'engins de travaux publics et de camions avec chauffeurs
- prestation d'études de dangers sur les digues et les petits barrages

Il est précisé que pour chaque famille d'achat ainsi recensée, le Département du Haut-Rhin et le Syndicat Mixte du Bassin de l'Ill demeurent libres de mettre en œuvre leurs propres procédures d'attribution, et de signer des commandes avec l'opérateur économique de leur choix, aussi longtemps que le coordonnateur désigné par la présente convention pour la famille d'achat en cause n'a pas lancé les procédures des marchés correspondants.

Article 3 : Membres du groupement

3.1 : Obligations des membres

Chaque membre du groupement s'engage à :

- transmettre les informations nécessaires à la rédaction d'un cahier des charges en fonction des modalités et des délais fixés par le coordonnateur (état des besoins notamment, etc...),
- valider les documents de la consultation établis par le coordonnateur dans les délais fixés par celui-ci.

3.1.1. Définition des besoins

Les membres déterminent la nature et l'étendue des besoins à satisfaire.

Le coordonnateur en recense les éléments selon les modalités prévues à l'article 4 de la présente convention.

3.1.2 : Signature et notification des marchés

Le coordonnateur désigné à l'article 6.1 de la présente convention est habilité à signer et à notifier les marchés correspondants.

3.1.3 : Exécution des marchés

Après notification des marchés par le coordonnateur, chaque membre du groupement exécute le marché en fonction de ses besoins respectifs et selon un cadencement des commandes correspondant à la famille d'achats.

3.2 : Adhésion

Chaque membre adhère au groupement de commandes par délibération de son assemblée délibérante ou son comité syndical approuvant la présente convention. Une copie de la délibération est notifiée à l'autre membre.

3.3 : Retrait

Les membres peuvent se retirer à tout moment du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité ou du comité syndical. La délibération est notifiée à l'autre membre.

D'un point de vue financier, le membre qui se retire reste tenu à l'égard du groupement à hauteur de son engagement sur les dépenses effectuées par le coordonnateur au jour de la notification de sa décision aux autres membres.

Tout retrait d'un membre du groupement donnera lieu à la résiliation de la présente convention.

Article 4 : Définition des besoins

Les besoins sont définis dans le cahier des charges arrêté d'un commun accord par les membres du groupement.
Le coordonnateur en recense les éléments.

Article 5 : Procédures de passation des marchés

Les procédures de passation des marchés retenues par les membres du groupement sont la procédure adaptée passée en application du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics modifié par le Décret n°2017-516 du 10 avril 2017 portant diverses dispositions en matière de commande publique.

Article 6 : Coordonnateur du groupement des commandes

6.1 : Désignation du coordonnateur

Le Département du Haut-Rhin est désigné comme coordonnateur du groupement pour les marchés correspondants à la période 2018-2022.

A titre de précision, les coordonnées des membres du groupement sont les suivantes :

- Le siège du Département du Haut-Rhin est situé
100 avenue d'Alsace - BP 20351 – 68006 COLMAR CEDEX.
- Le siège du Syndicat Mixte du Bassin de l'Ill est situé
100 avenue d'Alsace - BP 20351 – 68006 COLMAR CEDEX.

Le coordonnateur fournira tout document administratif, financier et technique se rapportant à sa mission, sur simple demande de l'autre membre du groupement.

6.2 : Missions du coordonnateur

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et par le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, modifié par le décret n°2017-516 du 10 avril 2017 portant diverses dispositions en matière de commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants.

A ce titre, il :

- élabore l'ensemble du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins qui ont été définis de façon concertée par les membres du groupement,
- met en œuvre la procédure de passation des marchés,
- suit les procédures d'attribution, de signature et de notification.

La mission du coordonnateur s'achèvera après la notification des marchés.

Il est donné mandat au coordonnateur pour engager toute action en justice pour le compte des membres du groupement, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur dans le cadre strict de sa mission. Toute action sera subordonnée à un accord des membres du groupement.

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à indemnisation.

6.2.1 : Organisation des opérations de sélection des cocontractants

Le coordonnateur assure l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants, à savoir notamment :

- définition de l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation,
- rédaction du dossier de consultation des entreprises, dont définition des critères d'analyse des offres,
- rédaction et envoi à la publication des avis d'appel public à la concurrence et avis d'attribution,
- envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises,
- convocation et réunion de la commission d'appels d'offres, dont il assure le secrétariat,
- réception et analyse des candidatures et des offres,
- informations des candidats du sort de leurs candidatures et offres,
- signature et notification des marchés.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé l'autre membre du groupement sur les conditions de déroulement de la procédure de passation du marché, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

6.2.2 : Exécution du marché

Après notification des marchés par le coordonnateur, chaque membre du groupement exécute le marché en fonction de ses besoins respectifs et selon un cadencement des commandes qui est propre aux familles d'achats (article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics).

Cependant, le coordonnateur est notamment chargé au nom de l'autre membre du groupement :

- de la mise en œuvre d'éventuelles mesures coercitives envers le ou les prestataires (mises en demeure, pénalités diverses, résiliation...),
- de la conclusion d'éventuels avenants ou marchés complémentaires nécessaires à la satisfaction des besoins.

Chaque membre devra ainsi gérer ses relations avec le titulaire du marché, ~~de~~ veiller à la bonne exécution des prestations et ~~de~~ procéder au contrôle des factures.

6.2.3 : Vérification des prestations

Chaque membre du groupement réalise la vérification des prestations et prend la décision de les réceptionner, de les ajourner ou de les rejeter, conformément aux stipulations du marché.

Article 7 : La Commission d'Appel d'Offres (CAO) du groupement

La CAO du coordonnateur est compétente.

La commission d'appel d'offre est présidée par le représentant du coordonnateur du groupement.

Elle délibère valablement (conditions de convocation et de quorum) et choisit les titulaires des marchés dans le respect des dispositions relatives aux marchés publics.

Le président de la commission peut désigner des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Celles-ci sont convoquées et peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres.

La commission d'appel d'offres peut également être assistée par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

Le comptable public de chaque membre du groupement ainsi que le représentant de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi peuvent être convoqués aux réunions de la commission d'appel d'offres et y siègent avec voix consultative.

Article 8 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement les missions du coordonnateur, prennent fin au terme de l'exécution de tous les marchés nécessaires à la satisfaction des besoins pour chacune des familles d'achat recensées à l'article 2 de la présente convention.

En tout état de cause, il est convenu entre les parties qu'aucun renouvellement de marchés sur la base du présent groupement ne pourra se faire après le 31 décembre 2021, sauf accord des parties matérialisé par un avenant à la présente convention.

Article 9 : Frais de gestion des procédures

Les frais de fonctionnement du groupement (publicité, frais d'insertion des avis de marché, reprographie, etc...) sont à la charge du coordonnateur.

Article 10 : Modifications de l'acte constitutif

Toute modification du présent acte doit faire l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes termes par chacun des membres du groupement. Les décisions des assemblées délibérantes autorisées des membres sont notifiées à l'autre membre. La modification ne prend effet que lorsque les deux entités auront approuvé les modifications.

La présente convention pourra ainsi être complétée pour intégrer d'autres familles d'achat et désigner, dans chaque cas, son coordonnateur.

Article 11 : Mesures d'ordre

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux dont :

- 1 exemplaire pour le Département du Haut Rhin
- 1 exemplaire pour le Syndicat Mixte du Bassin de l'Ill

Article 12 : Recours

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable, préalable à toute procédure contentieuse.

En cas de différend survenant lors de l'exécution de la présente convention, les membres du groupement sont tenus d'organiser dans les meilleurs délais une réunion de conciliation.

Au cours de cette réunion, un arrangement amiable est convenu, ou il peut être décidé de faire appel à une mission de conciliation du Tribunal Administratif de Strasbourg, par application de l'article L 211-4 du Code de justice administrative. Toute action contentieuse postérieure devra être introduite devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en 2 exemplaires à COLMAR le

La Présidente du Conseil départemental du
Haut-Rhin,

Brigitte KLINKERT

Le Président du Syndicat
Mixte du Bassin de l'Ill

Michel HABIG